

Unité départementale Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 04/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DUMONA**

28, Rue du Creuzat  
38080 L'isle-D'abeau

Références : UDRD.2024.11.T.778.SB.Brj  
Code AIOT : 0005805069

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2024 dans l'établissement DUMONA implanté CD 64 76480 Anneville-Ambourville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est rendue de façon inopinée le 25 septembre 2024 sur le site de la société DUMONA, sis au n° 105, Grande Voie à Anneville-Ambourville (76480) afin de vérifier la situation administrative du site au regard notamment de la nouvelle activité de tri des déchets de sacs de terreau qui avait été constatée lors de la dernière inspection du 26 novembre 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DUMONA
- CD 64 76480 Anneville-Ambourville
- Code AIOT : 0005805069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DUMONA est autorisée par arrêté préfectoral du 14 mars 2013, à exploiter une installation de fabrication d'engrais, amendements et supports de culture (au titre de la rubrique n° 2170-1 de la nomenclature des installations classées) sur une superficie de 119 963 m<sup>2</sup>. En 2022, la société a été autorisée pour la création d'une extension de 350 m<sup>2</sup> d'un hangar existant (pour une nouvelle ligne d'ensilage) et la construction d'un nouveau hangar de 300 m<sup>2</sup> (pour le stockage de film plastique).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 14/03/2013, article 1.2	Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective	2 mois
2	suite de la visite du 26/11/2021	Autre du 10/12/2021, article Faits susceptibles n° 1, 3,4, 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2013, article 4.3.10.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Suite de la visite du 26/11/2021	Autre du 10/12/2021, article Faits susceptibles n° 7 à 9	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	suite de la visite du 26/11/2021	Autre du 10/12/2021, article observations n° 1 à 12 du rapport d'inspection	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a mis en évidence **2 non-conformités réglementaires** :

- absence de porter-à-connaissance pour régulariser la nouvelle activité de tri des déchets non dangereux non inertes (rubrique n° 2716 de la nomenclature des installations classées) ;
- insuffisance du poteau incendie utilisé comme hydrant pour l'extinction d'incendie du site, qui ne délivre pas le débit minimum nécessaire de 1 000 l/m (60 m³/h) sous une pression dynamique de 1 bar, pendant une durée de deux heures.

Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de supprimer ces non-conformités **dans un délai de 2 mois** à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure :

- en déposant un porter à connaissance avec les éléments d'appréciation sur les conditions d'exploitation de cette nouvelle activité (l'implantation sur le site, la zone de stockage et le volume de déchets maximum susceptible d'être présent sur le site, nature des déchets, période de traitement, filière de reprise des sacs plastiques...) afin de confirmer le caractère non substantiel de la modification (nouvelle activité sous le régime de la déclaration) ;
- en réalisant les actions correctives permettant d'assurer un débit minimum de 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar pendant deux heures sur un hydrant (poteau incendie ou autre).

De plus, il est attendu de la part de l'exploitant, une attention particulière sur la tenue de son registre chronologique des déchets (entrants et sortants), le suivi des rejets aqueux (ouverture d'un registre spécial d'entretien des déshuileurs/débourbeurs et des réseaux, respect des paramètres de rejet avec une nouvelle mesure et une attestation de conformité du SPANC) et la prévention des risques (rédaction d'une consigne en cas de déversement accidentel ou d'un incendie, stockage des palettes bois suffisamment distant des parties boisées) .

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/03/2013, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activité rubrique 2716
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant régularisera, au plus tard sous un délai de deux mois, sa situation administrative pour la nouvelle activité de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux non inertes (au titre de la rubrique n° 2716 de la nomenclature des installations classées) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit en déstockant les déchets de sacs de terreau dans les filières dûment autorisées afin de ne pas dépasser le seuil de la déclaration (fixé à 100 m<sup>3</sup>) au titre de la rubrique n° 2716 susvisée ;</li> <li>• soit en déposant un porter-à-connaissance pour régulariser la nouvelle activité (extension) du site accompagné du CERFA de demande d'examen au cas par cas n° 14734*03 dûment renseigné pour que l'inspection puisse statuer si cette extension est susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement (et donc de relever d'une évaluation environnementale). Le porter-à-connaissance devra également : <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre à jour les conditions d'exploitation de cette nouvelle activité au regard de l'augmentation des quantités maximales de fabrication de supports de culture et de stockage de palettes bois sollicitée. Vous veillerez également à préciser les mesures prises ou envisagées pour protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;</li> <li>- mettre à jour l'étude de dangers suite aux modifications apportées au dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 16 décembre 2011 ;</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'exploitant exerce toujours l'activité de tri des déchets non dangereux non inertes (de sacs de terreau) au titre de la rubrique n° 2716 (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées sans avoir régularisé sa situation administrative en déposant un porter à connaissance depuis la dernière visite.</p> <p>L'exploitant précise avoir trouvé une filière de reprise des sacs plastiques depuis 2022 et avoir pratiquement résorbé le tas de sacs de terreau et évacué les balles de sacs plastique dont la présence avait été constatée lors de la précédente inspection. Les déchets de sacs plastiques se retrouvent maintenant en fin de process (après déchiquetage et criblage) dans une benne compacteur, envoyée vers une filière de valorisation dès qu'elle est pleine. La partie terreau est réinjectée comme matière première dans la fabrication de support de culture du site.</p>

L'exploitant déclare traiter environ 2 000 tonnes de déchets de sacs de terreau en fin de saison (de septembre à mars) mais que le volume susceptible d'être présent sur le site ne dépasse pas le seuil du régime de l'enregistrement fixé à 1 000 m<sup>3</sup> (correspondant à 500 tonnes pour une densité de 0,5 t/m<sup>3</sup>). Toutefois, l'activité relèverait du régime de la déclaration, le volume étant supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup>. L'inspection n'a pas pu vérifier le jour de la visite avec précision si le volume présent était bien inférieur à 1 000 m<sup>3</sup> en l'absence d'un état du stock des déchets de sacs de terreau.

**Écart réglementaire majeur n° 1 :** le fait de ne pas porter à la connaissance du préfet de Seine-Maritime toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation constitue une non-conformité à l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2013.

L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 1.6.1 **dans un délai de 2 mois** en déposant un porter-à-connaissance avec les éléments d'appréciation sur les conditions d'exploitation de cette nouvelle activité (l'implantation sur le site, la zone de stockage et le volume de déchets maximum susceptible d'être présent sur le site, nature des déchets, période de traitement, filière de reprise des sacs plastiques...). L'inspection confirmera alors sur le caractère non substantiel de la modification (nouvelle activité sous le régime de la déclaration).

Après la visite, l'exploitant a transmis son registre de suivi de déchets sortants qui n'est pas conforme à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement

Il manque par ailleurs le registre des déchets entrants, notamment des déchets de sacs de terreau repris par l'exploitant auprès de ses clients. Le registre des déchets sortants est incomplet ou mal renseigné : le code déchet 20 01 03 n'existe pas et certains codes R/D ne sont pas indiqués ou mal renseignés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n° 1 :** l'exploitant doit ouvrir le registre des déchets entrants afin d'y inscrire notamment les quantités de déchets de sacs de terreau, corriger les erreurs dans le registre des déchets sortants et transmettre à l'inspection **au plus tard sous un délai d'un mois**, le registre chronologique des déchets entrants et sortants ainsi modifiés et complétés conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : suite de la visite du 26/11/2021**

**Référence réglementaire :** Autre du 10/12/2021, article Faits susceptibles n° 1, 3,4, 6

**Thème(s) :** Autre, Suivi du site

**Prescription contrôlée :**

Les constats de l'inspection (repris en annexe 1 du présent rapport) le jour de la visite ont relevé notamment :

- 1. L'exploitant procédera à la réparation de la vanne d'obturation en cas de déversement accidentel au plus tard sous un délai d'un mois, et établira une consigne écrite en cas de déversement accidentel ou d'un incendie sur le site afin de confiner les eaux d'extinction ;
- 3. L'exploitant désemplera, au plus tard sous un délai de 15 jours, les stocks de palettes bois afin de respecter la hauteur maximale autorisée d'entreposage de 3 m (équivalente à 18 palettes bois) ;
- 4. L'exploitant limitera le périmètre de son site en installant, au plus tard sous un délai de 2 mois, une clôture sur la partie manquante le long de la voie communale « la grande voie » afin d'éviter notamment toute intrusion de personnes étrangères au site ;
- 6. L'exploitant réalisera une nouvelle étude de bruit au plus tard sous un délai de 3 mois, en période diurne et nocturne, dont le rapport sera transmis à l'inspection accompagné le cas échéant des mesures correctives mises en place en cas de dépassement des valeurs limites indiquées aux articles 6.2.1.2 et 6.2.2 de l'arrêté du 14 mars 2013 susvisé.

#### Constats :

L'inspection constate que la vanne d'obturation du réseau d'eaux pluviales a été réparée et est opérationnelle. Par contre, l'exploitant veillera à réserver un espace suffisant afin de rendre accessible la vanne en cas de déversement accidentel.

**Demande n° 2 :** l'exploitant doit rédiger et transmettre **au plus tard sous un délai d'un mois**, la consigne à appliquer en cas de déversement accidentel ou d'incendie sur le site afin de confiner les eaux d'extinction

L'inspection constate que les palettes en bois sont désormais empilées dans des zones dédiées et sur une hauteur de 3 mètres (équivalente à environ 18 palettes). Toutefois, le stockage se situe relativement proche de la partie boisée située nord-est du site et ne permet pas de prévenir toute propagation de feu en cas d'incendie.

**Demande n° 3 :** l'exploitant doit laisser **dès à présent** une distance d'au moins 8 mètres entre le stock de palettes et la limite de la partie boisée située au nord-est du site.

L'inspection constate la présence d'une clôture de 2 mètres de haut sur le périmètre du site et notamment le long de la voie communale « la grande voie ». La bande boisée de 15 mètres de large le long de la route départementale 64 et de la voie communales est bien laissée en place.

L'inspection constate que l'exploitant a effectué une mesure de bruit le 26 janvier 2022 de 11 h à 23h30 dont le rapport conclut que l'activité de la société respecte les valeurs limites de bruit en limite de propriété de l'établissement ainsi que les valeurs admissibles des émissions sonores en zone à émergence réglementée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 :** Rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/03/2013, article 4.3.10.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies, en sortie de chacun des deux séparateurs hydrocarbures (aire de distribution des carburants et en aval du bassin de régulation)

**Constats :**

L'exploitant déclare avoir réalisé des analyses en 2022 et 2023 mais n'a pas pu présenter les résultats le jour de l'inspection. Après la visite, l'exploitant a transmis un tableau récapitulatif des analyses depuis 2018 dont les résultats font apparaître des dépassements importants et récurrents pour les paramètres MES, DCO et sur les métaux (en raison d'une concentration à 10,6 mg/L pour le paramètre aluminium).

Paramètres	Concentration moyenne journalière maximale (mg/l)	Résultats analyses du 14/02/2022 (Aurea)	Résultats analyse du 07/12/2022	Résultats analyses du 12/12/2023
Matières en suspension (MES)	100	610 mg/L	370 mg/L	390 mg/L
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	300	650 mg/L	613 mg/L	384 mg/L
Demande Biologique en Oxygène 5 jours (DBO5)	100	9 mg/L	37 mg/L	10 mg/L
Hydrocarbures totaux	10	2,7 mg/l	0,62 mg/L	0,32 mg/L
Azote total, exprimé en N	30	14 mg/L	7,7 mg/L	8,32 mg/L
Phosphore total, exprimé en P	10	4,6 mg/L	-	5,8 mg/L
Métaux totaux	15	26,96 mg/L	9,77 mg/L	16, 137 mg/L

(Zn + Cu + Ni + Al + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn)				
Température	< 30 °C	10,2°C	-	°C
pH	entre 5,5 et 8,5	6,7	-	

L'exploitant indique avoir procédé au curage et nettoyage des séparateurs à hydrocarbures ainsi que du réseau d'eaux pluviales le 13 septembre 2024, ce qui devrait répondre aux dépassements constatés selon l'exploitant, preuve à l'appui le bon d'intervention et la facture auprès d'un prestataire de service spécialisé. Toutefois, l'exploitant n'a pas encore effectué de mesure sur les rejets des eaux résiduaires en 2024 permettant de confirmer qu'il n'y a plus de dépassement pour les paramètres mesurés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n° 4 :** l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** effectuer une mesure au point de rejet des eaux résiduaires (après le séparateur à hydrocarbure) vers le milieu naturel (bassin d'infiltration). Le rapport d'analyse sera transmis à l'inspection, le cas échéant accompagné des actions correctives mises en place et/ou envisagées sur ses installations afin de respecter les valeurs limites.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 :** Suite de la visite du 26/11/2021

**Référence réglementaire :** Autre du 10/12/2021, article Faits susceptibles n° 7 à 9

**Thème(s) :** Autre, Prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

Les constats de l'inspection du 26/11/2021 ont relevé notamment , **3 faits susceptibles d'être non-conformes (n°s 7 à 9) :**

- L'exploitant supprime sans délai le cendrier situé au pied de la cuve de stockage de GNR, indique par un pictogramme l'interdiction de fumer sur cette zone ainsi que sur toutes les autres zones de stockages de produits inflammables (palette bois, écorce de bois...) ou comportant des manipulations susceptibles de créer des risques ;
- L'exploitant organisera auprès du personnel, au plus tard sous un délai de 3 mois, une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention ;



- L'exploitant fera vérifier, au plus tard sous un délai d'un mois, le poteau incendie afin de s'assurer qu'il délivre bien un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression d'un bar (dont le rapport sera remis à l'inspection).

#### Constats :

L'inspection constate qu'il n'y a plus de cendrier au pied de la cuve de stockage de GNR et la présence d'un pictogramme d'interdiction de fumer sur cette zone. L'exploitant a organisé une formation évacuation, incendie et manipulation des extincteurs auprès de son personnel le 6 septembre 2024, preuve à l'appui la facture auprès d'un organisme en date du 10 septembre 2024.

Enfin, pour palier à l'insuffisance de débit délivré par le poteau incendie du site, l'exploitant (dans son courriel du 14 février 2022) avait proposé :

- de remplacer la pompe ainsi que tous les tubes du forage, car ils ne seront plus au bon diamètre avec une pompe de plus grosse capacité ;

ou

- d'installer sur une dalle béton, une réserve d'eau cylindrique de 120 m<sup>3</sup> (5 m de diamètre et 6 m de haut) avec les sorties pompiers nécessaires.

L'inspection n'a pas constaté de réserve d'eau incendie sur le site et la pompe du forage ne semble pas avoir été changée au vu du dernier rapport de vérification du 22 janvier 2024 (transmis par courriel du 25 septembre 2024) concluant toujours sur un manque de pression et de débit du poteau incendie mesuré à 34 m<sup>3</sup>/h sous une pression d'un bar (au lieu des 60m<sup>3</sup>/h).

**Écart réglementaire majeur n° 2** : le fait de ne pas s'assurer que le poteau incendie doit délivrer un débit minimum de 60 m<sup>3</sup> /h sous une pression dynamique de 1 bar pendant deux heures constitue une non-conformité à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2013.

L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 7.5.3 **dans un délai de 2 mois** en réalisant les actions correctives permettant d'assurer un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar pendant deux heures sur un hydrant (poteau incendie ou autre) en cas d'incendie.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais** : 2 mois

**N° 5** : suite de la visite du 26/11/2021

**Référence réglementaire** : Autre du 10/12/2021, article observations n° 1 à 12 du rapport d'inspection

**Thème(s)** : Autre, exploitation et suivi du site

**Prescription contrôlée** :

Les constats de l'inspection du 26 novembre 2021 ont relevé **12 observations (n°s 1 à 12)**, **l'exploitant veillera à** :

*Concernant la levée de l'Arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 mai 2014 :*

- s'assurer que les eaux pluviales de ruissellement de la nouvelle plate-forme soient bien dirigées vers le déshuileur/débourbeur avant de se rejeter dans le bassin de récupération des eaux pluviales ;
- transmettre à l'inspection le rapport de l'étude faune-flore et du diagnostic paysager accompagné notamment des mesures de protection des espèces relevées et du paysage mises places suites aux recommandations du bureau d'étude.

*Concernant les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 14 mars 2013 :*

- transmettre à l'inspection la puissance des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, afin de s'assurer que la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes est bien inférieure ou égale au seuil (du régime de l'enregistrement) de 500 kW au titre de la rubrique n° 2260-1 de la nomenclature des installations classées ;
- ne plus dépasser la hauteur maximale autorisée de 6 m pour le tas de tourbes ;
- se faire délivrer une nouvelle attestation afin de justifier du bon fonctionnement du dispositif d'assainissement non collectif du site ;
- ouvrir un registre spécial afin d'y noter les opérations d'inspection et de nettoyage des canalisations et du déshuileur/débourbeur (a minima annuelles) ;
- à identifier et indiquer les consignes de sécurité « baignade interdite » au niveau du bassin de récupération des eaux pluviales du site ;
- lever le cas échéant les observations relevées dans le rapport de contrôle par thermographie réalisé le 12 novembre 2021 par la société GED ;
- réparer l'enrouleur de la lance incendie et remettre en place les blocs béton au niveau du réseau électrique enterré (pour éviter notamment tout risque de chute) ;
- réaliser, pour l'ensemble du personnel, des exercices de manœuvre des moyens de secours au moins tous les 6 mois ;
- déstocker régulièrement le tas de déchets de palettes bois et laisser une distance d'au moins 8 m avec la partie boisée afin d'éviter toute propagation de feu en cas d'incendie ;
- rassembler les déchets de plastiques en un même point dans la benne prévue à cet effet (avant élimination dans la filière appropriée), à entreposer les déchets d'équipements électriques et électroniques (moteurs, ancien appareil...) sur une surface étanche et munie de rétention, et à évacuer régulièrement les déchets de métaux afin de ne pas les stocker sur une surface supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup>.

#### **Constats :**

L'inspection constate que l'exploitant a répondu à la plupart des observations.

Toutefois, l'inspection constate l'absence d'un registre spécial des opérations d'inspections et de nettoyage des canalisations et des déshuileurs/débourbeurs, et d'une nouvelle attestation de conformité du système d'assainissement non collectif délivrée par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) et la présence d'un tas de palettes bois relativement proche de la partie boisée (voir demande n° 3 dans un précédent point de contrôle).

L'inspection n'a pas pu vérifier les rapports de contrôle des installations électriques.

**Demande n° 5 :** l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** ouvrir un registre spécial des opérations d'inspections et de nettoyage des canalisations et des déshuileurs/débourbeurs.

<p><b>Demande n° 6 :</b> l'exploitant doit transmettre à l'inspection <b>au plus tard sous un délai d'un mois</b>, l'attestation de conformité du système d'assainissement non collectif délivrée par le SPANC et les derniers rapports de vérification des installations électriques et notamment le contrôle par thermographie, accompagné le cas échéant des actions mises en place pour lever les éventuelles observations relevées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>